

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

# La Voix des Travailleurs

De Stem van de Arbeiders

n° 92

p.a.f. 0,80 € - juin 2019

Périodique du groupe Lutte Ouvrière - Arbeidersstrijd (communiste trotskyste)

## Après les élections: la lutte des classes continue

Dans ce numéro:

*Après les élections*

*La vague verte porteuse d'illusions*

*Boulangeries Thirion: les travailleurs amenés  
à défendre leur existence !*

*Les dockers contre la guerre*

De Stem van de Arbeiders is ook in het Nederlands verkrijgbaar

## Nike copie

Des Amérindiens du Panama accusent la multinationale américaine Nike d'avoir copié illégalement des dessins traditionnels, les "molas", pour décorer des modèles de chaussures de sport.

Nike, qui combat le plagiat quand il s'agit de sa propre marque, n'a pas les mêmes scrupules quand il s'agit de piller des idées artistiques en Amérique !

Mais vu l'exploitation du travail des enfants en Asie à laquelle se livre l'entreprise, on savait déjà que Nike n'était ni loyal, ni très sport.



## Avec eux... le déluge

La presse répercute le fait que les principales compagnies pétrolières, dont Total, dépensent jusqu'à 200 millions de dollars par an en lobbying pour bloquer les mesures de lutte contre le réchauffement climatique.

Cela va de campagnes pour semer le doute sur la véracité du réchauffement climatique à celles pour souligner que les mesures prises contre le réchauffement détruiraient des emplois, ou encore à des campagnes pour verdir leur image. Et après on nous serinera que l'écologie est une question de petits gestes individuels de chacun... Quelle blague !

Pour sauver la planète, nous n'aurons pas d'autre issue que de retirer le pouvoir économique à ces trusts qui polluent sans limite pour accroître leurs profits... et qui financent à prix d'or des campagnes mensongères.

## Qui sommes-nous ?

*Le capitalisme montre tous les jours qu'il n'est pas seulement un système injuste et violent, mais qu'il est une sérieuse menace pour l'humanité : il cause les crises, les guerres, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels. Ces grands problèmes ne peuvent être résolus sans mettre fin à l'anarchie de la société capitaliste actuelle, qui est divisée en classes sociales et repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.*

*Lutte Ouvrière organise des hommes et des femmes qui sont convaincus que le communisme est le seul avenir pour l'humanité.*

*Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et font fonctionner toute la société. Et ils n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société.*

*Nous sommes convaincus que les travailleurs ont les moyens de remplacer l'État de la bourgeoisie et de soumettre les grandes entreprises et les banques ainsi que tout le fonctionnement de l'économie et de la politique à leur contrôle collectif et démocratique. C'est la condition pour que la majorité de la population puisse effectivement exercer le pouvoir et organiser la société dans l'intérêt de tous.*

*De plus, nous défendons l'idée que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être libre. Nous nous revendiquons du manifeste communiste de Karl Marx et Friedrich Engels qui finit par l'appel : Proletaires de tous les pays, unissez-vous !*

*Lutte Ouvrière – Arbeidersstrijd fait partie de l'Union communiste internationaliste (trotskiste) dont la section la plus connue est Lutte Ouvrière en France, le parti d'Arlette Laguiller et Nathalie Arthaud.*

*Nous nous revendiquons de Trotsky, le révolutionnaire russe et compagnon de Lénine, qui a été assassiné pour n'avoir jamais plié et avoir défendu jusqu'au bout les idées communistes contre le stalinisme.*

## Iran : libération de Vida Movahed

Vida Movahed était devenue la figure du mouvement d'opposition au port du voile en Iran après être montée, tête nue, sur une armoire électrique dans la rue, en décembre 2017 aux abords de l'université de Téhéran. Condamnée à un an de prison, elle vient d'être libérée le 26 mai après avoir été graciée. Son geste de défi aux autorités religieuses et politiques avaient été imité par des centaines de femmes.

Sa libération est un encouragement pour toutes celles qui luttent, en Iran comme ailleurs, contre l'obscurantisme et pour le droit des femmes.



### Pour nous contacter:

Ecrire à **BP 62 5100 Jambes**, sans autre mention

à **contact@lutte-ouvriere.be**,

ou par téléphone au **0479-44.81.52**.

éditeur responsable: P. Lambert, même adresse

### Site internet :

**http://www.lutte-ouvriere.be**

**et sur facebook:**

**LutteOuvrière.Arbeidersstrijd**

### Abonnements:

**Normal: 10 € pour 10 numéros (1 an)**

**Avec soutien: 15 € pour 10 numéros (1 an)**

Vous pouvez vous abonner à La Voix des Travailleurs :

Par virement au numéro de compte  
IBAN : BE16 0004 2035 6974 ; BIC : BPOT BEB1  
avec la mention : abonnement VdT  
(N'oubliez pas de nous envoyer un mail avec vos coordonnées à contact@lutte-ouvriere.be)

Ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 62 5100 Jambes.

## Les politiciens servent de fusibles, mais ce sont les capitalistes qui dirigent

*Dans le triple scrutin du 26 mai, de nombreux électeurs se sont éloignés des partis qui se relayent dans les gouvernements. En Flandre, N-VA, CD&V, VLD et sp.a ont perdu près de 700 000 voix. En Wallonie, MR, CDH et PS en ont perdu plus de 500 000. Dans le scrutin fédéral, 438 000 électeurs ont voté blanc ou nul, et plus de 1,8 million, soit 27 % des votes valables, ont voté pour des partis n'ayant jamais participé à un gouvernement, en premier lieu le Vlaams Belang à l'extrême droite, et le PTB-PVDA qui se présente comme à gauche du PS. Groen et Ecolo qui sont restés peu de temps dans les gouvernements ont été choisis par des électeurs, eux aussi.*

Au-delà des différences entre la Flandre et la Wallonie, ce recul des partis usés aux gouvernements témoigne surtout du profond discrédit de ces politiciens, surtout auprès des classes populaires. Ce n'est pas seulement en Belgique, mais c'est le cas un peu partout en Europe.

Et il y a de quoi. Il n'y a qu'à se représenter le recul social de ces dernières années : fermeture de Ford, GM, Caterpillar, restructurations sur restructurations, amenant à des baisses des salaires et des charges de travail toujours plus importantes et un chômage qui pèse de plus en plus lourd.

Tous les gouvernements, les uns après les autres, ont réduit la part des travailleurs pour augmenter celles des patrons et actionnaires : gel des salaires sous Di Rupo, saut de l'index sous Michel ; augmentation de l'âge de la prépension sous Di Rupo, augmentation de l'âge de la pension sous Michel ; démantèlement du droit du travail pour laisser la voie libre à l'aggravation de l'exploitation ; par contre, les impôts des entreprises ont été diminués.

Les électeurs votent, les capitalistes décident et les ministres s'exécutent.

Avec ou sans gouvernement fédéral, la lutte des classes continuera, menée par le grand patronat et les gouvernements contre le monde du travail. Et avec la crise qui s'aggrave, ces attaques de la classe capitaliste deviendront de plus en plus brutales.

Dans cette lutte des classes, les courants nationalistes et d'extrême droite sont dans le camp des capitalistes. Cela s'est vérifié, en Autriche par exemple, où le gouvernement avec le FPÖ a réintroduit la semaine des 60 heures. Ou avec Orbán en Hongrie qui a fait voter une loi qui permet aux entreprises de ne payer les heures supplémentaires que trois ans plus tard... ou jamais.

Ces démagogues se montrent durs avec les mi-

grants, et se préparent à faire de même avec les travailleurs, les syndicalistes, tous ceux qui seraient amenés à devoir défendre leur emploi, leur salaire, leurs conditions de travail. Ils proposent au patronat des méthodes plus autoritaires, plus offensives contre la classe ouvrière.

Les partis socialistes continuent d'essayer de faire croire aux travailleurs qu'il suffit de voter, et qu'ils négocieront de bons accords, qu'un terrain d'entente est possible avec le patronat... alors même que le patronat ne veut même plus négocier ! Ces partis aux très lointaines racines dans le mouvement ouvrier sont devenus les larbins de la classe capitaliste. Leurs mensonges ont désorienté les travailleurs et ouvert le chemin aux courants d'extrême droite. Mais ils crient d'autant plus au « fascisme », voire au « fascisme flamand », qu'ils espèrent camoufler leur servitude au capitalisme.

Les travailleurs conscients des dangers de l'extrême droite n'ont pas à se joindre à cette chorale abjecte. Il faut que se regroupent ceux qui ne se laissent duper ni par les anciens politiciens usés au service du patronat, ni par ceux d'extrême droite qui rêvent de se mettre à son service, et fassent entendre une autre voix.

Et il ne suffira pas non plus de renforcer le PTB-PVDA au parlement. Laisser croire que l'augmentation du nombre de députés PTB-PVDA dans les parlements pourrait les « secouer », modifier leur politique, est un leurre, c'est retarder le moment où les travailleurs pourront y voir clair.

La crise économique et la misère s'étendent. L'humanité est menacée de guerres et de catastrophes écologiques. La course au profit et la concurrence rendent la bourgeoisie incapable de répondre aux problèmes qui se posent aux sociétés humaines.

La crise impose que le patronat renforce l'exploitation et l'oppression du prolétariat. Tôt ou tard, cette oppression provoquera des révoltes. C'est à travers ses luttes que la classe ouvrière pourra faire reculer le patronat, et quand elle sera assez forte, mettre fin à la domination du grand capital.

Le monde du travail en a la force. Mais il lui manque la conscience de ses formidables capacités. Cette conscience, un parti ayant pour objectif de mener la révolution sociale, un parti communiste révolutionnaire, doit l'incarner. L'avenir du monde du travail et, au-delà, de toute l'humanité en dépend.

## Thirion : Ce n'est pas aux travailleurs de faire des sacrifices !

Jeudi 23 mai, les 120 travailleurs de la boulangerie Thirion à Ressaix ont décidé quasiment à l'unanimité de poursuivre leur grève commencée le 15 mai. Et cela alors que la société a été citée en faillite par le tribunal de l'Industrie.

Depuis la vente de l'entreprise par la famille Thirion à deux « investisseurs » en 2017, les conditions de travail n'ont cessé de se dégrader. Des heures supplémentaires en quantité, des semaines de 50 heures pour certains, et pourtant la situation financière de la société ne s'est pas améliorée. Mais où est parti l'argent ?! Pas dans l'entretien des machines laissées à l'abandon, pas dans le paiement des fournisseurs qui attendent leur argent, ni dans les heures supplémentaires restées impayées. Les « investisseurs » ont tout à fait les allures de vautours !

Combien de biens ont été sortis de la société par les nouveaux pro-

priétaires qui eux, ne risquent pas d'être saisis lors d'un dépôt de bilan, car il s'agit d'une société privée à responsabilité limitée, ce qui met les patrons à l'abri. Non, ce sont les travailleurs qui ont tout fait pour sauver l'entreprise, qui risquent de perdre leur travail, sans indemnités, après des années de travail.

C'est profondément révoltant et aucun des travailleurs n'est prêt à accepter le plan de redressement proposé par les actuels propriétaires qui prévoit la suppression d'un quart du personnel et une baisse des salaires de 15% ! C'est plus qu'une goutte qui fait déborder le vase, c'est plus que ce qu'on peut physiquement et moralement supporter !

Entretemps, trois repreneurs se sont présentés, dont l'ancien patron que les travailleurs espèrent voir revenir. Mais cet espoir peut vite s'avérer une déception. Quelle confiance peut-on faire à ce patron

qui avait quand même décidé de vendre son entreprise. Combien a-t-il reçu d'ailleurs pour cette entreprise que les travailleurs font vivre depuis près d'un siècle ? Et dans quelles conditions se ferait cette éventuelle reprise en termes d'emplois et de salaire ?

Les travailleurs ne sont en rien responsables de cette situation, bien au contraire ! Ils doivent avoir leur dû, et pour ça, ils ont besoin du soutien des travailleurs et de la population de toute la région, afin d'empêcher curateurs, futurs et ex-patrons de mettre leur subsistance en pertes et profits !



## Dans le monde

### La guerre commerciale... sur le dos des classes populaires

Les nouvelles taxes annoncées par Trump contre les produits chinois puis les mesures de rétorsion décidées par la Chine, ont provoqué la chute des cours en bourses, en Asie et aux États-Unis. En Chine, des dizaines de milliers d'emplois sont supprimés tandis qu'aux États-Unis, les industriels et les importateurs répercutent les taxes sur les prix. Des canettes de Coca aux automobiles, les prix augmentent.

Le protectionnisme ne protège jamais les travailleurs ; il les gruge deux fois. Avec la hausse de prix puis avec l'aggravation de l'exploitation dans les entreprises, au nom de la compétitivité.

### La mort est leur business

Une enquête du Soir et d'autres journaux révèle l'utilisation des armes belges au Yémen par l'Arabie saoudite, dans un conflit qui a déjà fait des dizaines de milliers de morts civils ; au Barheïn pour réprimer des manifestations contre la monarchie ; au Mexique par des cartels de la drogue pour imposer leur loi...

Semer la mort aux quatre coins du monde, c'est ce que

le capitalisme appelle un succès commercial !



### Les dockers contre la guerre au Yémen



Après les dockers de Gênes il y a dix jours, ceux du port de Marseille, à l'appel de la Cgt ont décidé de refuser de charger toute arme dans les navires à destination du Yémen, pour dénoncer la guerre criminelle que l'Arabie saoudite y mène. Les responsables de la Cgt ajoutent

qu'ils "ne chargeront aucune arme, aucune munition pour quelque guerre que ce soit".

A bas la sale guerre au Yémen ! A bas la complicité de la France et des autres grandes puissances avec les assassins ! Vive la solidarité internationale des travailleurs !

## Grève dans les hôpitaux à Bruxelles

Lundi 3 juin, le personnel des 11 hôpitaux du réseau Iris à Bruxelles a observé une grève très bien suivie.

Au fil des politiques d'austérité et de l'obligation des hôpitaux d'être « rentables », les conditions de travail se sont dégradées à tel point que ceux qui soignent les autres y perdent leur santé !

Le capitalisme nuit gravement à la santé. Les travailleurs de la santé ont raison de faire grève. Leur lutte est la lutte de tous !



### ça ruisselle... vers le haut

En ce moment, c'est la pluie des dividendes annuels. En 2018, les entreprises belges avaient versé 12,7 milliards d'euros à leurs actionnaires. Cela risque d'être encore plus cette année, car plus de la moitié des 19 grandes entreprises du Bel20 annonce des dividendes en hausse !

## Skeyes : la force des travailleurs, c'est la grève !...

Malgré la pression et les menaces d'astreintes pour Skeyes, les contrôleurs aériens ont encore fait grève le 16 mai, ce qui a entraîné l'annulation de plusieurs dizaines de vols. Et une avalanche de commentaires méprisants et menaçants de la part des politiciens et journalistes qui traitaient les contrôleurs aériens de privilégiés.

Le sous-effectif auquel les contrôleurs doivent suppléer par une surcharge de travail constant est le résultat de la politique d'austérité qui prévoit le non-remplacement des départs. Politique appliquée dans toute la fonction publique du fédéral jusqu'aux communes, et dans les entreprises publiques comme la SNCB.

Les contrôleurs aériens ont raison de se défendre. Il faudra que beaucoup d'autres travailleurs s'y mettent pour créer un rapport de force en faveur de l'ensemble du monde du travail.



## Danger : exploitation patronale

D'après une étude du secrétariat social Groupe S, en 10 ans, le nombre d'accidents du travail à quasiment quadruplé chez les jeunes de 21 à 30 ans.

Une autre étude montre que 40% des victimes d'accidents du travail graves sont employées depuis moins d'un an, un pourcentage qui n'a jamais été aussi élevé depuis ces cinq dernières années.

Conclusion : les jeunes, embauchés en contrat précaire, en intérim, qui ont la pression maximale en espérant avoir un contrat, et qui doivent savoir produire comme les anciens sans le temps de formation nécessaire, ont plus de chance d'avoir un accident !

Si on ne veut pas laisser notre peau au boulot, une seule solution : s'en prendre aux profits des patrons !

## Audi / VW - Forest

### Rapprochement Renault et Fiat

Renault et Fiat ayant annoncé unir leurs forces, le cours de l'action Renault s'est immédiatement envolé à la bourse. Les spéculateurs savent ce qu'il y a derrière de tels rapprochements : des « économies d'échelle », c'est-à-dire des suppressions d'emplois pour produire autant avec moins de travailleurs ce qui fera autant de profits, et de chômeurs, en plus.

Au monopoly capitaliste, les patrons font toujours passer les travailleurs par la case surexploitation.

### Leur concurrence, pas la nôtre !

En Allemagne, le rapprochement de Renault et Fiat est commenté dans les médias comme une « attaque contre Volkswagen ». En tout cas, on peut être sûr que si Renault et Fiat aggravent l'exploitation, VW fera de même.

Accepter la concurrence des capitalistes, c'est la spirale vers le bas pour les travailleurs. C'est quand les travailleurs se lèveront chez VW, Toyota, Renault, PSA et Fiat... que les capitalistes reculeront.

3 juin 2019

### Ce n'est pas la crise pour tout le monde

Les ventes d'Audi auraient baissé au premier trimestre de 3,6%. Une nouvelle que le nouveau PDG a tout de suite agitée pour faire accélérer les économies annoncées.

Pourtant, avec des dividendes qui baisseraient de 3,6%... ou même de 96,4%, aucun des grands actionnaires du groupe ne se trouverait sur la paille pour autant. Alors si on commençait les économies chez eux ?

### Economies en bas, cadeaux en haut

Le groupe VW, qui a annoncé des plans d'économies drastiques et des suppressions d'emplois, vient de décider de payer des primes conséquentes aux dirigeants et ex-dirigeants, primes qui avaient été gelées il y a trois ans en plein dieselgate. L'ex-patron Mathias Müller reçoit ainsi 1,3 millions d'euros. En tout, ce sont des primes d'une valeur de quelques 4 millions d'euros.

6 mai 2019

## Les ouvriers tissent le linceul du vieux monde

En Éthiopie, le salaire minimum est de 23 euros par mois, le plus bas de tous les pays producteurs de vêtements. Bien des grandes enseignes y font produire, comme H&M, Calvin Klein, Levi Strauss ou Guess. Le suédois Persson, héritier de H&M, est ainsi à la tête d'une fortune personnelle de 17 milliards de dollars.

Mais en implantant des usines sur toute la planète, ces dynasties bourgeoises créent leurs propres fossoyeurs : les travailleurs, dont le nombre s'accroît.

En Éthiopie comme dans bien des pays, les ouvriers résistent à l'exploitation, en s'organisant et en luttant. Travailleurs de tous les pays, unissons-nous !



## Gare du Nord : une politique puante...

Les migrants qui s'abritaient à la gare du Nord dans des conditions inhumaines ont été évacués, c'est-à-dire logés dans des centres pour sans-abris et contraints d'entamer une procédure d'asile qu'ils ont tous les risques de perdre ou de se faire renvoyer dans les pays qu'ils ont fui.

Cette évacuation intervient après que De Lijn et la Stib avaient arrêté de desservir leur arrêt de bus en-dessous de la gare du Nord. A défaut d'installations sanitaires de base, les lieux étaient en effet tout sauf accueillants.

Cela ne devrait poser aucun problème d'héberger ces réfugiés des guerres et de la misère dans des conditions dignes d'un pays riche comme la Belgique. Des bénévoles l'ont encore une fois démontré en nettoyant les lieux et en trouvant des solutions



d'hébergement en quelques jours.

Mais le gouvernement a préféré laisser pourrir la situation, dans tous les sens du terme. Francken d'abord, De Block aujourd'hui, veulent faire croire que tout signe d'humanité manifesté vis-à-vis de ces jeunes qui tentent d'atteindre l'Angleterre, entraînerait une « invasion ».

Le problème ce ne sont pas les migrants, mais ce système capitaliste qui génère chômage, misère et guerres aux quatre coins du monde !

## Une vague verte porteuse d'illusions

Dans un certain nombre de pays européens, les formations écologistes ont réalisé des progressions importantes lors du scrutin européen. En Belgique, Ecolo passe à 19,22% des voix, Groen du côté néerlandophone à 12,37%. En France, ils réalisent 13,47% des voix. En Allemagne, avec près de 22 % des voix, les Verts doublent leur score d'il y a cinq ans, le deuxième meilleur résultat, devant le SPD.

Ce vote écologiste traduit certainement une préoccupation croissante dans l'électorat européen, et en particulier de sa composante la plus jeune, concernant la protection de la planète, ravagée par les méfaits du capitalisme. C'est cette inquiétude que reflètent aussi les marches pour le climat qui se déroulent dans toute l'Europe depuis plusieurs mois, la dernière en date ayant réuni vendredi 24 mai 15 000 manifestants à Pa-

ris et ayant rassemblé d'autres cortèges dans plusieurs villes de France.

La plupart des grands partis, soucieux de capter cette sensibilité, avaient d'ailleurs verdi leurs programmes et leurs listes.

Le fait qu'un nombre important d'électeurs se soient portés sur des listes reprenant les préoccupations écologistes ou défendant les migrants est certes plus réjouissant que la montée parallèle de l'extrême droite, même si ce vote n'est manifestement pas le fait de la partie la plus pauvre de la population. Ce n'est pas pour autant la fin des illusions, car les écologistes ne mettent pas en question l'économie de marché, c'est-à-dire le capitalisme.

Dans une économie entièrement contrôlée par quelques grands trusts qui modèlent la vie sociale et prennent leurs décisions avec pour

seul critère le profit maximum, cela revient à renoncer à toute amélioration réelle des rapports entre l'homme et la nature, au profit de discours sans effet. C'est non seulement accepter de fait l'exploitation du monde du travail et même son aggravation actuelle, mais renoncer au combat réel contre les catastrophes écologiques.



## Derrière les élections : la lutte des classes !

A moins d'une semaine des élections, la chasse aux voix bat son plein. Le gouvernement sortant se vante d'avoir permis la création d'emplois et sauvé les pensions en les diminuant ! L'opposition, avec les socialistes, affirme le contraire et promet la « reconstruction sociale », un emploi pour tous, des pensions à 1 500 euros. Aussi mensonger l'un que l'autre !

Dans les faits, on le vit tous les jours, notre niveau de vie et nos conditions de travail reculent depuis des années, et cette destruction sociale a commencé bien avant, alors même que les partis socialistes étaient encore dans les gouvernements.

Qui n'est pas confronté au chômage dans sa famille ? Qui ne se dit pas avec angoisse que vieillir signifie faire face à la pauvreté ? Et combien de travailleurs, même avec un emploi, n'arrivent plus à vivre de leur salaire ! Quant aux jeunes, la précarité n'est plus l'exception, mais devient la règle.

Cette dégradation de la condition ouvrière au profit des plus riches, de la classe capitaliste, s'est accélérée avec l'aggravation de la crise depuis le krach bancaire de 2008. Tous les gouvernements qui se sont succédé ont baissé les cotisations sociales que le patronat est censé verser à la sécurité sociale. Tous ont appliqué l'austérité dans les services publics et en ont privatisés. Tous ont baissé les impôts pour les entreprises et aucun n'a taxé les grandes fortunes.

Les partis socialistes, dont l'électorat est le plus touché par cette politique, paye plus cher que les autres ses participations aux gouvernements d'austérité. Les travailleurs en sont désorientés. Cela a ouvert la voie aux

courants les plus réactionnaires qui permettent des attaques plus importantes encore contre les travailleurs.

Tous ces gouvernements successifs, pendant qu'ils prenaient et appliquaient les mesures anti-sociales sous prétexte de stimuler l'emploi et remettre l'économie sur les rails, ont laissé les patrons des grandes entreprises et des banques aggraver l'exploitation. Les banques sauvées de la faillite à coup de milliards d'argent public ont pu supprimer des milliers d'emplois. Des entreprises ont pu fermer malgré les subventions reçues et licencier alors qu'elles augmentent les dividendes de leurs actionnaires...

Des milliards se sont ainsi accumulés dans les mains de quelques-uns au détriment de la majorité de la population. Les 10% les plus riches possèdent plus de la moitié des richesses, les 1% les plus riches en accaparent 18%. Ce n'est pas par leur travail que ces grands fortunés s'enrichissent, mais par le travail de tous ceux qui font fonctionner les entreprises et les banques dont ils sont actionnaires. Et plus les salaires sont bas, plus les patrons et actionnaires suppriment des postes pour faire faire le même travail par moins de salariés, plus ils s'enrichissent !

Ces actionnaires, ce grand patronat mène la lutte des classes contre la classe des travailleurs, une lutte des classes qui va inmanquablement continuer après les élections. Ce sont ces grandes familles, les grands patrons et actionnaires, qui détiennent le vrai pouvoir.

Les décisions de leurs conseils d'administration ont le pouvoir de priver les travailleurs de leur salaire, de condamner des ré-

gions entières au chômage, de prendre des décisions nuisibles pour l'humanité, sans devoir rendre de comptes.

Les actionnaires ne sont pas élus. Ils détiennent ce pouvoir par leur propriété sur les capitaux et les entreprises. Ils n'ont pas besoin de voter pour orienter la politique du prochain gouvernement. Ils fréquentent les mêmes milieux riches, ils connaissent les ministres personnellement et les dirigent dans le sens de leurs intérêts.

Il n'y aura pas de miracle électoral ni de sauveur suprême. Pour ceux qui ont besoin d'un salaire pour vivre l'enjeu n'est pas de remplacer des politiciens discrédités par ceux qui ne le sont pas encore. Le véritable enjeu pour les travailleurs est de retrouver leur capacité de lutte, pour défendre leur peau et pour contester le vrai pouvoir, celui de la classe capitaliste.

Car la force des travailleurs n'est pas dans les urnes ni dans les parlements. Leur force est dans le fait que sans les travailleurs rien n'est produit, les avions ne volent pas, les trains ne roulent pas, il n'y a pas d'électricité, pas de communications... et sans les travailleurs, il n'y a pas de profit.

Mais sans attendre que la classe ouvrière se mette en branle pour des luttes collectives, on peut au moins dire que l'on n'est pas d'accord, que ce monde inhumain ne doit plus durer. Au moins dans le Hainaut, on peut le faire en votant pour la liste Lutte Ouvrière, une liste communiste et révolutionnaire dont le programme est très clair : aider au développement des luttes pour que les travailleurs défendent leurs intérêts.

## Nos résultats aux élections: un vote conscient

*Notre liste Lutte Ouvrière aux élections fédérales dans le Hainaut a obtenu 5 735 voix, plus que les 3 539 de 2014, soit 0,78% en 2019 au lieu de 0,48% en 2014. Ces électeurs ont choisi de donner leur voix à la seule liste s'adressant au camp des travailleurs et à la conscience de classe avec un programme clairement communiste.*

Faire le choix de voter Lutte Ouvrière signifiait ne pas marcher dans les pièges tendus par les partis « antisystème » qui ne remettent pas en cause le système, mais seulement les larbins du système que sont les politiciens... et qui veulent nous faire croire qu'on pourrait se protéger du chômage, des bas salaires et des difficultés économiques derrière des frontières. En dressant ainsi des barrières toujours plus hautes entre les travailleurs, ils renforcent surtout le camp des exploités.

Voter Lutte Ouvrière, c'était exprimer son opposition non seulement aux équipes gouvernementales, mais à tout ce système capitaliste où les actionnaires des grandes banques et entreprises détiennent le véritable pouvoir et qui repose tout entier sur l'exploitation. C'était donner sa voix à l'internationalisme ouvrier, au vieux slogan du mouvement ou-

vrier : « prolétaires de tous les pays unissons-nous ».

Et enfin, voter Lutte Ouvrière nécessitait aussi de résister à l'illusion électoraliste que des députés PTB pourraient faire mieux que les députés PS, et changer la vie pour les travailleurs en se passant de luttes sociales.

Le résultat électoral de la liste Lutte ouvrière ne pèsera pas dans les urnes, ce n'est pas le problème. Nous nous adressons aux travailleurs avec un programme de lutte, dans la perspective que les travailleurs créent un rapport de force face au patronat et aux gouvernements, pour imposer une augmentation des salaires et des pensions, ainsi que des embauches massives qui sont la seule solution pour faire face à la misère qui se développe dans toute une partie de la population.

En prenant leur sort en main eux-mêmes, les travailleurs pourront changer leur sort et l'avenir de toute la société.

Nous nous adressons aux travailleurs avec un programme clairement communiste. Ces idées sont aujourd'hui à contre-courant, mais ce sont les seules idées qui ouvrent une réelle perspective pour l'hu-

manité tout entière, car la catastrophe économique, sociale, militaire et écologique dans laquelle l'humanité s'enfonce, qui s'exprime aussi par la montée des courants nationalistes et d'extrême droite, ne peut pas être résolue dans le cadre du capitalisme qui en est la cause !

Pour y faire face, les travailleurs ont besoin d'un parti communiste révolutionnaire. Ce parti reste à construire. Avec cette campagne électorale et des très nombreuses discussions, les militants de Lutte Ouvrière ont contribué à la réémergence d'un tel parti. Nous invitons tous ceux qui ont voté pour nous, qui ont discuté avec nous, à ne pas rester seuls avec leur révolte et leurs idées, et de poursuivre le contact au niveau qu'ils souhaitent. Faisons connaissance, continuons les échanges commencés lors d'une discussion au pas de la porte, à la porte de l'entreprise, sur un marché...



### Une belle promesse... vite oubliée

La promesse d'une pension à 1500 euros était dans le programme d'un certain nombre de partis, celui du PS comme celui du Vlaams Belang. Mais c'est le 25 mai que nous en aurons entendu parler pour la dernière fois. Maintenant le problème du jour de ces politiciens est celui de trouver une coalition. Gageons que ce ne sera pas la réalisation de ce point du programme qui sera la condition pour les alliances. Ni pour les uns, ni pour les autres.

### Mon ministre est riche (pense-t-il)

Didier Reynders a dévoilé dans une émission son salaire de ministre : 11.000 euros par mois. Une insulte pour tous ceux qui subissent les politiques d'austérité, le gel des salaires, les baisses des pensions que les gouvernements auxquels il a participé, ont mis en place.

Mais ce n'est rien comparé aux vrais bénéficiaires de cette politique : la famille Frère par exemple dont la fortune est estimée par le magazine Forbes à 5,6 milliards d'euros, en augmentation de 26% en trois ans.



On peut détester ce serviteur, mais pour changer notre vie, il faut se préparer à combattre ses maîtres !